



2016 - 2018 : LA HAUTE-GARONNE S'ENGAGE POUR LE TRÈS HAUT-DÉBIT

Dès 2011, le Conseil départemental de la Haute-Garonne Numérique a posé les bases d'une politique ambitieuse pour l'accessibilité au haut, puis au très haut débit.

Au travers de l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique, puis de la création de Haute-Garonne Numérique et du choix de la fibre optique pour tous, le Conseil départemental a monté sa volonté d'apporter une réponse rapide et qualitative en faveur de l'accessibilité numérique.

AVANT 2016 : LE SDAN PROPOSE UN PREMIER SCÉNARIO DE DÉPLOIEMENT

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne a adopté son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique en janvier 2014.

Ce schéma a été construit autour de deux grands principes :

- offrir un Très Haut Débit accessible à l'ensemble des haut-garonnais à l'horizon de 15 ans.
- proposer, dans les 5 premières années, un réseau Haut Débit de qualité conforme aux nouvelles attentes.

Ce premier scénario s'appuyait sur les recommandations du plan « France Très Haut Débit » adopté par l'Etat en février 2013 et proposait trois phases distinctes mixant les technologies fibre optique, montée en débit cuivre et hertzienne pour un investissement global de 500 M €.

La première phase sur 5 ans (2016-2020), dont le coût était estimé à 180 M€ prévoyait le traitement de 50 000 prises par la Montée en Débit DSL ou radio 4 G, le déploiement de 135 000 prises en fibre optique ainsi que le raccordement, par la fibre, de 120 sites stratégiques (services publics, zones d'activités économiques,...) .

L'objectif était d'offrir une connexion entre 4 Mbits/s minimum et jusqu'à 100 Mbits/s pour les territoires ayant les débits les plus faibles.

L'investissement de 180 M€ nécessaire pour la réalisation de la phase 1 était réparti de la manière suivante : 22 M€ par le Conseil départemental, 16.8 M€ pour les EPCI, 18 M€ pour la Région, 30.7 M€ provenant de l'Etat, 8 M€ de l'Europe et 80 M€ des recettes des opérateurs.

Les phases deux et trois prévoyaient le déploiement de 130 000 prises supplémentaires entre 2021 et 2030 sans que le financement de ces phases ne soit complètement établi.